

AJPF

Association pour les Jumelages entre les camps de réfugié·es Palestinien·nes et les villes Françaises



LE CAMP DE SHATILA

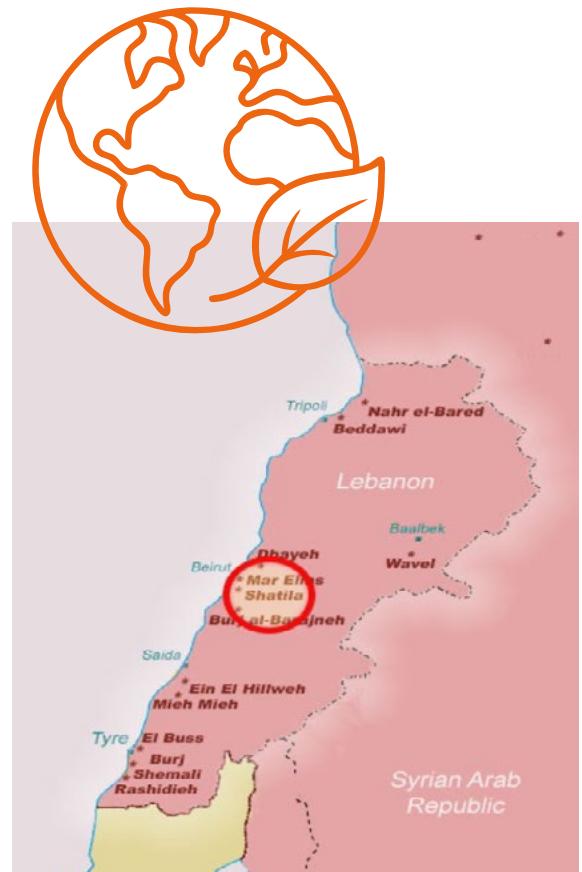
Le camp de Shatila, situé au sud de Beyrouth, a été établi en 1949 par le Comité international de la Croix-Rouge pour accueillir les centaines de réfugiés qui affluèrent dans la région depuis Amka, Majed al-Kroum et les villages de la région d'al-Yajour, au nord de la Palestine, après 1948.

Le camp s'étend sur une superficie 0.068 km² de et en décembre 2023, l'UNRWA enregistrait 11 611 réfugiés.

L'histoire du camp

Le camp de Shatila a été établi en 1949 et est situé à Beyrouth, à l'est du stade de la ville sportive, dans la municipalité de Ghobeiri. Le camp a été dévasté lors de l'invasion israélienne du Liban en 1982 et a été fréquemment ciblé pendant la guerre civile libanaise, ce qui a entraîné une destruction massive et une dégradation des abris et de l'infrastructure. Le camp de Shatila et le quartier voisin de Sabra à Beyrouth ont été le théâtre d'un massacre du 16 au 18 septembre 1982, qui a coûté la vie à un grand nombre de civils palestiniens et libanais.

Initialement composé d'environ 500 unités résidentielles, le camp a crû de manière exponentielle depuis sa création. La plupart de cette croissance a été verticale, avec la construction de nouveaux abris au-dessus des anciens sans fondations adéquates. La sécurité et la gouvernance du camp relèvent des Comités populaires et des factions palestiniennes.



L'environnement au sein du camp

Les abris sont affectés par l'humidité, les fuites d'eau et une ventilation insuffisante, ce qui entraîne des problèmes de santé, notamment l'asthme, les allergies et les maladies de la peau. De plus, l'augmentation rapide de la population a créé un déséquilibre majeur dans l'infrastructure du camp, déjà sous forte pression. La forte salinité de l'eau, un problème majeur dans de nombreuses parties de Beyrouth, reste un défi clé.

Les services d'assainissement de l'UNRWA incluent la collecte et l'élimination des déchets solides, le nettoyage des routes et des rues, la lutte contre les insectes et les rongeurs, ainsi que l'entretien des systèmes d'eau, d'égouts et d'eaux pluviales. Ces services ont été étendus à la suite de la crise syrienne et de l'afflux supplémentaire de personnes.

Les fils électriques traversent juste au-dessus du niveau de la rue avec les réseaux d'eau, Internet, satellite et de nombreuses autres connexions, constituant un danger extrême qui a causé des décès par électrocution. L'UNRWA n'est pas responsable de l'approvisionnement en électricité dans le camp : quelques heures par jour sont fournies par le réseau national libanais, et des générateurs sont opérés par des entités privées. Depuis 2021, le coût de l'électricité a considérablement augmenté avec la hausse du coût du carburant, la rendant de plus en plus inabordable pour certains, ce qui a entraîné des changements dans la vie quotidienne, comme le fait de ne pas faire fonctionner un réfrigérateur ou de limiter les heures d'électricité la nuit. Les systèmes d'eau et d'eaux usées ont récemment été réhabilités et remplacés, ce qui a contribué à résoudre un important problème d'inondation.

Shatila est un camp surpeuplé avec une composition démographique complexe. Aux côtés des réfugiés palestiniens, il a historiquement accueilli des réfugiés syriens. Le faible coût de la vie et la proximité du camp avec les opportunités économiques de Beyrouth en font un lieu de résidence pour

de nombreuses personnes. Comme ailleurs au Liban, la crise socio-économique en cours dans le pays a aggravé les barrières existantes à la subsistance des réfugiés palestiniens, y compris les restrictions sur leur droit de travailler, contribuant à des niveaux élevés de pauvreté dans le camp.

La situation socio-économique difficile a accentué de multiples risques de protection. L'augmentation des tensions liées aux conditions socio-économiques difficiles a exacerbé les besoins en santé mentale et en soutien psychosocial des résidents du camp et a contribué à des tensions ou des conflits accrus au sein des familles et entre les individus. Les rapports de crimes de rue, d'usage de drogues et de vol ont augmenté à mesure que la pauvreté et le désespoir augmentent. La violence contre les femmes et les enfants est une préoccupation constante, et la crise économique a contribué à une augmentation de la violence basée sur le genre, des mariages d'enfants, du décrochage scolaire, du travail des enfants et de la négligence parentale.

Pour répondre à ces tendances, l'UNRWA travaille avec des organisations partenaires sur des programmes de lutte contre la violence basée sur le genre, de santé mentale, de soutien psychosocial et de protection de l'enfance. L'Agence fournit également une aide juridique et une assistance en espèces d'urgence, et mène des activités telles que des campagnes pour lutter contre le harcèlement, le bullying et l'abus de drogues.

Le système de justice pénale libanais n'atteint généralement pas l'intérieur du camp, ce qui peut rendre difficile l'accès des résidents à une justice effective. Il y a des incidents violents occasionnels, souvent liés à des disputes personnelles et exacerbés par la disponibilité d'armes, qui laissent les habitants préoccupés par leur sécurité, particulièrement la nuit. Les conditions de vie exiguës et la construction non réglementée créent des préoccupations en matière de protection, de nombreux

abris étant dans un état précaire, avec une mauvaise ventilation et risquant de s'effondrer, et un accès difficile pour les personnes handicapées et les personnes âgées.

Les pénuries d'électricité et les voies publiques mal éclairées rendent également les résidents, particulièrement les femmes et les enfants, vulnérables la nuit. De nombreux résidents limitent leurs déplacements après la tombée de la nuit.

La crise syrienne en cours a entraîné la présence de réfugiés syriens et de réfugiés palestiniens de Syrie (PRS) dans le camp, ce qui met une pression supplémentaire sur les infrastructures et augmente la concurrence pour les ressources et l'emploi. Comme de nombreux PRS sont entrés irrégulièrement au Liban, leur manque de statut juridique régulier les expose à des risques de détention et d'expulsion. En conséquence, ceux qui n'ont pas de statut légal limitent souvent leurs déplacements, choisissant de rester à l'intérieur du camp, ce qui limite leur accès aux services et aux opportunités de subsistance.

Quelques chiffres de
l'UNRWA
AVANT LE 7 OCTOBRE 2023

- 1 Bureau des services communautaires et du camp
- 1 centre de santé comptant 10 membres du personnel de santé
- 1 école pour un total de 678 élèves
- 1 Bureau des services de secours et sociaux

Le jumelage

Le camp de Shatila est jumelé avec la ville de Bagnolet (93170).